

Évolutions bancaires et monétaires en Polynésie française au 31 décembre 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

En janvier 2015, le Fonds monétaire international (FMI) a revu ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale à la baisse avec 3,5 % pour 2015 contre 3,8 % annoncés en octobre 2014. Cette moindre croissance provient d'une réévaluation des perspectives en Chine, en Russie et au Japon, ainsi que d'un affaiblissement de l'activité dans quelques-uns des principaux pays exportateurs de pétrole du fait de la forte baisse des prix du pétrole.

Dans la zone euro, le PIB en volume a augmenté de 0,3 % en glissement trimestriel, au quatrième trimestre 2014, soit une évolution légèrement plus élevée que prévue initialement. Les projections macroéconomiques de mars 2015, établies par les services de l'Eurosystème pour la zone euro, font ressortir une hausse du PIB annuel en volume de 1,5 % en 2015, de 1,9 % en 2016 et de 2,1 % en 2017. Par rapport aux projections macroéconomiques publiées en décembre 2014, les projections de croissance du PIB en volume en 2015 et 2016 ont été révisées à la hausse, reflétant l'incidence favorable de la baisse des cours du pétrole, l'affaiblissement du taux de change effectif de l'euro et les effets des récentes mesures de politique monétaire de la BCE.

Lors de sa réunion du 5 mars 2015, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,05 %, 0,30 % et -0,20 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, la BCE met désormais l'accent sur leur mise en œuvre. Dans le prolongement des décisions prises le 22 janvier 2015, l'achat de titres en euros du secteur public sur le marché secondaire a débuté le 9 mars 2015. En outre, les achats de titres adossés à des actifs et obligations (qui ont démarré l'an dernier) continueront. Ces programmes d'achats devraient être effectués jusqu'à fin septembre 2016 et seront en tout cas réalisés jusqu'à ce qu'un ajustement durable de l'évolution de l'inflation soit observé. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE a indiqué que de nombreux effets positifs liés à ces décisions de politique monétaire ont déjà pu être observés : « la situation sur les marchés financiers et le coût des refinancements externes pour l'économie privée ont continué à se détendre, (...). En particulier, les conditions d'emprunt appliquées aux entreprises et aux ménages se sont considérablement améliorées. De plus la dynamique de la monnaie et du crédit s'est raffermie. » Le Président de la BCE a également précisé qu'« afin de bénéficier pleinement de nos mesures de politique monétaire, d'autres pans de la politique économique doivent apporter une contribution décisive. (...), pour conforter l'investissement, stimuler la création d'emplois et augmenter la productivité, il convient dans plusieurs pays d'accélérer tant la mise en œuvre résolue des réformes des marchés de produits et du travail que les mesures en vue d'améliorer l'environnement économique des entreprises. (...) Les politiques budgétaires doivent soutenir la reprise économique tout en restant conformes au Pacte de stabilité et de croissance. »

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

Dans un contexte de légère amélioration de l'économie polynésienne sur le dernier trimestre 2014, et alors que l'indicateur du climat des affaires demeure favorable, l'activité bancaire s'affermi en fin d'année. Elle est caractérisée par une hausse de l'encours des crédits et une meilleure collecte des dépôts. La qualité du portefeuille des banques s'améliore légèrement, mais la sinistralité demeure à un niveau élevé. La masse monétaire M3 affiche une nouvelle progression, la position extérieure nette des banques locales demeurant excédentaire pour le troisième trimestre consécutif.

Hausse de l'encours des crédits

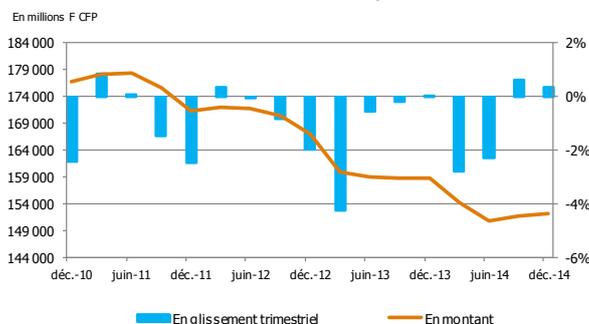
L'encours sain des crédits octroyés par les banques locales continue de progresser à fin décembre 2014 (+1,1 % sur trois mois après +0,3 % à fin septembre 2014). Cette évolution est principalement due à l'amélioration des crédits aux particuliers (+0,8 %) et au dynamisme des crédits aux collectivités locales (+11,5 %), les crédits aux entreprises restant plus atones (+0,3 %).

Faible croissance des crédits aux entreprises

L'encours sain des crédits aux entreprises augmente de 0,3 % sur trois mois (après +0,6 % précédemment), sans toutefois compenser la baisse du premier semestre 2014 (recul de 4,1 % sur l'année).

L'encours des crédits d'investissement progresse de 3,4 % sur le trimestre (+3,3 % en glissement annuel), grâce à la mise en place de prêts significatifs, notamment en faveur du secteur des transports.

Évolution des crédits aux entreprises



Les prévisions d'investissement à un an des chefs d'entreprise demeurent favorablement orientées, témoignant, depuis une année, d'une meilleure confiance sur le moyen terme.

En revanche, les crédits d'exploitation poursuivent leur baisse (-2,0 % sur le trimestre, -10,6 % en glissement annuel).

Croissance continue des crédits aux ménages

L'encours sain des crédits aux ménages affiche une nouvelle progression de 0,8 %, après +0,5 % à fin septembre 2014, grâce à la bonne tenue des crédits à l'habitat.

Principale composante de l'endettement des ménages, les crédits à l'habitat poursuivent leur évolution à la hausse engagée depuis plusieurs trimestres (+1,0 % pour le deuxième trimestre consécutif, +3,2 % sur l'année) à la faveur de taux d'intérêt bas.

En revanche, l'encours des crédits à la consommation décline de nouveau, mais à un rythme moindre (-0,4 % sur le trimestre, après -1,8 % précédemment), prolongeant une tendance négative constatée depuis cinq ans.

Rebond des crédits aux collectivités locales

L'encours sain des crédits aux collectivités locales augmente fortement à fin décembre 2014 (+11,5 %, après -6,2 % le trimestre précédent) en lien notamment avec la mise en place d'un crédit pour financer le programme d'investissement du Pays. La progression est de 9,5 % en glissement annuel, avec un encours global de 13,4 milliards de F CFP.

Une sinistralité toujours importante

La qualité du portefeuille de créances des banques de la place s'améliore au quatrième trimestre 2014. L'encours des créances douteuses brutes se replie (-2,6 % sur le trimestre) à 61,6 milliards de F CFP. En glissement annuel, il augmente toutefois de 1,2 %.

Le taux de créances douteuses brutes s'établit à 12,8 % (-0,4 point sur le trimestre, +0,2 point sur l'année). Pour sa part, le taux de provisionnement s'élève à 61,3 % (+1,0 point sur le trimestre, +2,2 points sur l'année).

Hausse continue des dépôts locaux

Les actifs financiers collectés par le système bancaire local progressent de nouveau (+1,3 % sur le trimestre, après +2,1 % et +1,5 % précédemment). L'encours global affiche ainsi une hausse de 4,4 % en glissement annuel, à 412 milliards de F CFP.

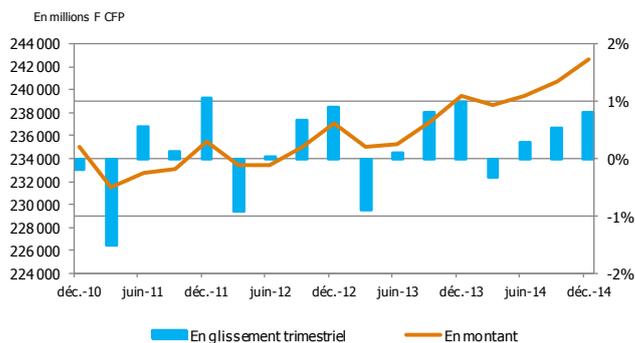
La collecte nette des dépôts à vue augmente pour le troisième trimestre consécutif (+2,2 %). Cette hausse est notamment imputable aux entreprises (+2,2 %) et aux particuliers (+2,4 %). En glissement annuel, les dépôts à vue s'améliorent de 3,0 % et, notamment, de 5,5 % pour les ménages.

Les dépôts à terme évoluent favorablement tout au long de l'année 2014. La progression est particulièrement sensible au cours du quatrième trimestre 2014 (+5,5 %, après +0,7 % précédemment). Elle est imputable aux entreprises (+20,2 %, à la suite du transfert temporaire d'un montant conséquent de fonds en titres de créances négociables). Sur une année, l'évolution des dépôts à terme est de 10,1 %.

Faible croissance des autres placements auprès du système bancaire local

Les autres placements proposés à la clientèle polynésienne par les banques locales (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations, etc.), non transformables pour leur activité de financement, poursuivent leur progression sur le trimestre, avec un rythme de croissance relativement faible (+0,3 %, après +2 % en septembre 2014). Le recul des autres produits (-6,1 % pour les obligations, -4,5 % pour les actions, etc.) compense en partie l'amélioration des contrats d'assurance-vie (+1,6 %), qui constituent le principal produit d'épargne géré à l'extérieur de la zone d'émission.

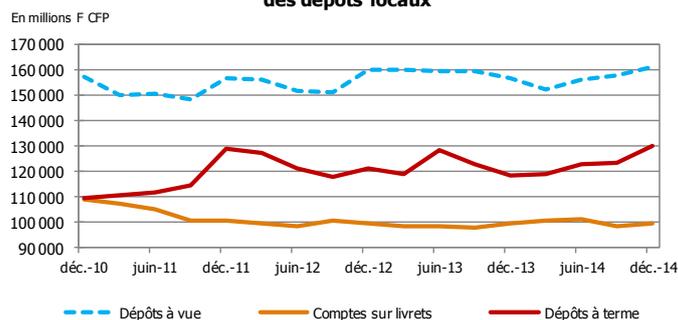
Évolution des crédits aux ménages



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Évolution des principales composantes des dépôts locaux



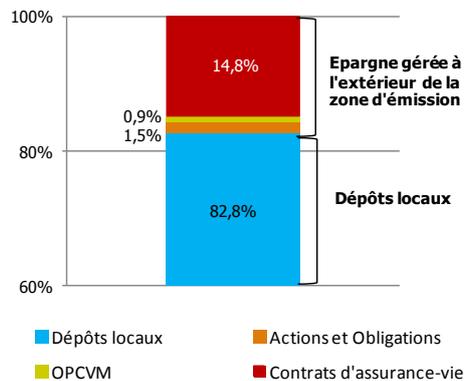
Au total, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques observe une évolution favorable à fin 2014 (+1,1 % sur le trimestre, +5,1 % sur l'année) pour s'établir à 497,8 milliards de F CFP, soit son plus haut niveau depuis cinq ans.

Les actifs financiers sont principalement détenus par les ménages (351,3 milliards de F CFP à fin décembre 2014) dont l'encours affiche une tendance haussière depuis plusieurs années. La progression des avoirs des ménages est marquée au cours du dernier trimestre (+1,1 %, après +0,1 % précédemment). Cette évolution est liée à la hausse des dépôts à vue (2,4 %), des placements liquides ou à court terme (+1,1 % pour les dépôts à terme, +0,7 % pour les comptes sur livrets) et plus particulièrement des contrats d'assurance-vie (+1,1 %). Sur l'année, la progression des dépôts détenus par les ménages est plus dynamique (+3,4 %) et concerne, notamment, les dépôts à vue et les contrats d'assurance-vie.

En parallèle, les actifs des sociétés non financières affichent une progression pour le troisième trimestre consécutif (+2,8 %, après +7,7 % et +2,5 % les trimestres précédents). Cette hausse est imputable à la bonne orientation des dépôts à vue (+2,2 %) et des placements indexés sur les taux de marché (+3,9 %). Sur l'année, les actifs des entreprises affichent une croissance de 9,3 % imputable aux dépôts à terme (+33,4 %).

Enfin, les actifs financiers des autres agents sont en recul de 3,4 % sur le trimestre, en lien avec le retrait des dépôts à terme (-14,8 %). Sur l'année, les actifs augmentent de 9,9 % à la faveur d'une meilleure collecte des dépôts à vue.

Répartition des dépôts



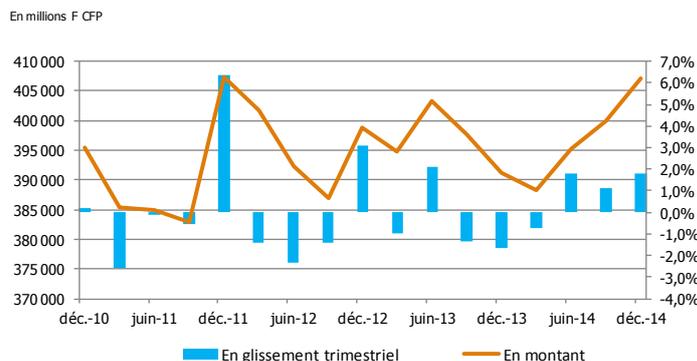
Amélioration du solde emplois-ressources des banques

Croissance de la masse monétaire

La masse monétaire M3 poursuit sa croissance au quatrième trimestre 2014 (+1,8 %). Cette évolution favorable est perceptible dans toutes ses principales composantes (+2,2 % pour les dépôts à vue, +5,5 % pour les dépôts à terme et +1,1 % pour les comptes sur livrets). Par ailleurs, la circulation fiduciaire s'inscrit en hausse de 17,4 % sur trois mois, après un an de repli (-3,0 % en glissement annuel).

Sur l'année, la masse monétaire M3 progresse de 4,1 %, pour s'élever à 407 milliards de F CFP à fin décembre 2014.

Évolution de la masse monétaire



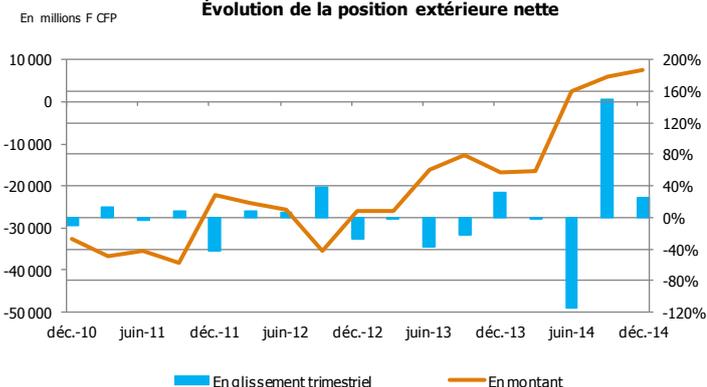
Amélioration de la position extérieure nette

À fin décembre 2014, les ressources des établissements de crédit locaux atteignent 507 milliards de F CFP, en hausse de 0,8 % sur le trimestre (+2,0 % sur l'année). Essentiellement issues des dépôts collectés sur la place (78 % du total), elles sont complétées par les ressources propres des banques.

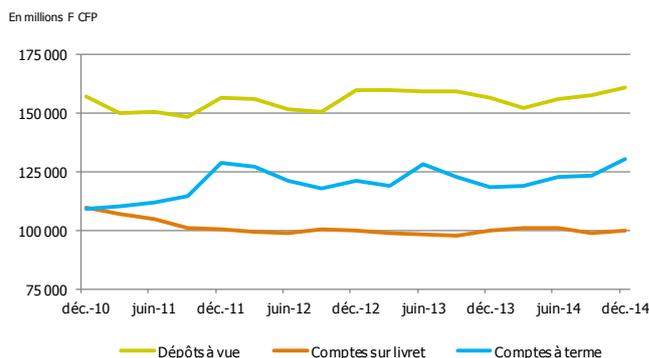
Alors que les crédits bruts progressent de 0,6 % sur le trimestre, l'augmentation plus soutenue des dépôts collectés (+0,9 %) conduit à une amélioration de 0,9 milliard de F CFP du solde emplois-ressources clientèle des banques locales, en déficit de 83,0 milliards de F CFP à fin décembre.

La position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission) affiche une nouvelle amélioration sur le trimestre : elle s'élève à +7,5 milliards à fin décembre 2014, après +2,4 milliards de F CFP à fin juin 2014 et +6,1 milliards de F CFP à fin septembre 2014, alors qu'elle était auparavant structurellement déficitaire. Cette inversion s'explique par de meilleures performances dans la collecte des dépôts, mais également par la faiblesse du marché du crédit.

Évolution de la position extérieure nette



Évolution des principales composantes de la masse monétaire



ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Parallèlement aux crédits à l'économie distribués par le système bancaire local, les agents économiques recourent également à des financements auprès d'établissements situés hors du territoire.

À fin décembre 2014, l'encours brut global des crédits accordés aux agents économiques locaux atteint 601 milliards de F CFP, en retrait de 0,3 % sur le trimestre (-0,5 % sur l'année).

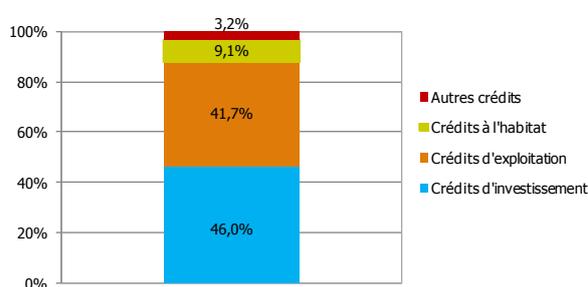
La baisse de l'encours sain des crédits aux entreprises (-0,4 % sur le trimestre) et des crédits aux collectivités locales (-2,4 % sur trois mois) est principalement imputable à un établissement de crédit métropolitain. En revanche, les crédits aux ménages progressent de 0,8 % sur le trimestre.

La part de marché des établissements de crédit non installés localement représente 22 % des crédits accordés (-0,9 point sur trois mois). Leur contribution au financement des collectivités locales est forte, puisqu'ils leur octroient 85 % de leurs crédits, tandis qu'ils interviennent à hauteur de 12,5 % auprès des ménages (essentiellement sur les crédits à l'habitat) et de 34 % auprès des entreprises.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-10	déc.-11	déc.-12	déc.-13	mars-14	juin-14	sept.-14	déc.-14	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	14 781	15 359	15 527	14 399	14 224	13 175	11 893	13 965	17,4%	-3,0%
<i>Billets</i>	<i>12 731</i>	<i>13 267</i>	<i>13 378</i>	<i>12 193</i>	<i>12 030</i>	<i>10 973</i>	<i>9 690</i>	<i>11 722</i>	21,0%	-3,9%
<i>Pièces</i>	<i>2 050</i>	<i>2 092</i>	<i>2 149</i>	<i>2 206</i>	<i>2 195</i>	<i>2 202</i>	<i>2 204</i>	<i>2 243</i>	1,8%	1,7%
Dépôts à vue	157 218	156 507	159 874	156 490	152 321	156 333	157 654	161 182	2,2%	3,0%
TOTAL M1	171 998	171 866	175 401	170 889	166 545	169 508	169 548	175 147	3,3%	2,5%
M2-M1	109 943	100 998	100 114	100 255	101 213	101 532	99 167	100 270	1,1%	0,0%
Comptes sur livrets	109 713	100 684	99 758	99 845	100 808	101 132	98 772	99 883	1,1%	0,0%
Comptes épargne logement	230	314	357	410	405	400	395	387	-2,0%	-5,7%
TOTAL M2	281 941	272 864	275 516	271 144	267 758	271 040	268 715	275 417	2,5%	1,6%
M3-M2	113 531	134 571	123 244	119 961	120 597	124 303	131 148	131 724	0,4%	9,8%
Dépôts à terme	109 472	129 117	121 170	118 304	118 891	122 643	123 488	130 295	5,5%	10,1%
Titres de créance négociables	0	3 200	0	0	0	0	6 000	0	-100,0%	
Bons de caisse	4 058	2 254	2 073	1 656	1 706	1 660	1 661	1 429	-14,0%	-13,8%
TOTAL M3	395 472	407 435	398 759	391 105	388 355	395 342	399 863	407 141	1,8%	4,1%
P1	13 860	15 195	16 450	17 578	18 113	18 165	18 248	18 425	1,0%	4,8%
Plans d'épargne logement	13 860	15 195	16 450	17 578	18 113	18 165	18 248	18 425	1,0%	4,8%
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
M3+P1	409 332	422 630	415 209	408 682	406 468	413 508	418 112	425 565	1,8%	4,1%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-10	déc.-11	déc.-12	déc.-13	mars-14	juin-14	sept.-14	déc.-14	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	146 344	127 653	123 282	132 228	134 820	124 944	132 100	142 764	8,1%	8,0%
Institut d'émission	34 815	32 798	46 172	47 080	44 833	32 232	32 214	44 593	38,4%	-5,3%
Etablissements de crédit	111 529	94 855	77 109	85 148	89 987	92 712	99 886	98 170	-1,7%	15,3%
Créances du Trésor public	4 709	5 366	5 245	5 259	5 727	4 650	4 549	5 616	23,5%	6,8%
Concours sur ressources monétaires	244 419	274 415	270 232	253 618	247 808	265 749	263 214	258 761	-1,7%	2,0%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	481 336	484 665	482 009	482 798	478 558	477 823	478 249	481 096	0,6%	-0,4%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	236 918	210 250	211 776	229 180	230 750	212 074	215 035	222 335	3,4%	-3,0%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>39 033</i>	<i>42 355</i>	<i>44 428</i>	<i>46 003</i>	<i>47 675</i>	<i>49 141</i>	<i>49 166</i>	<i>49 484</i>	0,6%	7,6%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>26 070</i>	<i>28 882</i>	<i>31 185</i>	<i>35 970</i>	<i>36 499</i>	<i>37 541</i>	<i>38 140</i>	<i>37 751</i>	-1,0%	5,0%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>144 081</i>	<i>117 117</i>	<i>103 146</i>	<i>101 962</i>	<i>106 401</i>	<i>90 278</i>	<i>93 822</i>	<i>90 629</i>	-3,4%	-11,1%
<i>Epargne contractuelle</i>	<i>13 860</i>	<i>15 195</i>	<i>16 450</i>	<i>17 578</i>	<i>18 113</i>	<i>18 165</i>	<i>18 248</i>	<i>18 425</i>	1,0%	4,8%
<i>Divers</i>	<i>13 873</i>	<i>6 701</i>	<i>16 568</i>	<i>27 667</i>	<i>22 062</i>	<i>16 949</i>	<i>15 658</i>	<i>26 048</i>	66,4%	-5,9%
Total M3	395 472	407 435	398 759	391 105	388 355	395 342	399 863	407 141	1,8%	4,1%
Position extérieure nette	-32 552	-22 262	-26 037	-16 814	-16 414	2 434	6 064	7 542	24,4%	-144,9%

Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-10	déc.-11	déc.-12	déc.-13	mars-14	juin-14	sept.-14	déc.-14	1 trim	1 an
Emplois	499 870	504 095	505 048	497 111	494 152	494 691	502 762	506 907	0,8%	2,0%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	481 336	484 665	482 009	482 798	478 558	477 823	478 249	481 096	0,6%	-0,4%
Réserves obligatoires et libres	18 533	19 430	23 039	14 313	15 594	14 434	18 448	18 268	-1,0%	27,6%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	2 434	6 064	7 542	24,4%	
Ressources	499 870	504 095	505 048	497 111	494 152	494 691	502 762	506 907	0,8%	2,0%
Dépôts collectés (- encaisses)	383 592	396 019	387 782	381 208	381 129	389 288	394 335	398 067	0,9%	4,4%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	65 103	71 237	75 613	81 855	84 174	86 682	87 306	87 234	-0,1%	6,6%
Excédent des opérations diverses des EC	15 586	12 171	11 548	13 255	8 736	15 099	17 783	18 649	4,9%	40,7%
Réescompte	3 037	2 406	4 068	3 978	3 699	3 622	3 338	2 956	-11,4%	-25,7%
Position extérieure nette des EC (si négative)	32 552	22 262	26 037	16 814	16 414	0	0	0		-100,0%
Solde Emplois-Ressources Clientèle	97 745	88 646	94 226	101 590	97 428	88 535	83 914	83 029	-1,1%	-18,3%

Les placements

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	1 trim	1 an
Sociétés non financières	111 142,7	107 996,3	108 044,9	103 686,3	99 885,1	107 531,7	110 226,0	113 340,0	2,8%	9,3%
Dépôts à vue	70 223,1	67 371,8	64 120,6	66 522,0	59 616,5	61 746,2	63 201,9	64 568,6	2,2%	-2,9%
Placements liquides ou à court terme	40 362,3	40 272,9	43 385,3	36 601,0	39 696,9	45 191,5	46 473,7	48 273,6	3,9%	31,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,4	0,0	0,0	0,0	1,5	0,1	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Placements indexés sur les taux de marché	40 362,0	40 272,9	43 385,3	36 601,0	39 695,4	45 191,4	46 473,7	48 273,6	3,9%	31,9%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>36 400,2</i>	<i>35 977,2</i>	<i>42 091,6</i>	<i>35 514,8</i>	<i>38 577,6</i>	<i>44 095,5</i>	<i>39 404,4</i>	<i>47 364,0</i>	20,2%	33,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>2 116,5</i>	<i>365,2</i>	<i>626,7</i>	<i>545,6</i>	<i>545,9</i>	<i>525,4</i>	<i>520,4</i>	<i>369,0</i>	-29,1%	-32,4%
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>0,0</i>	<i>3 200,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>6 000,0</i>	<i>0,0</i>	n.s.	n.s.
Epargne à long terme	557,3	351,7	539,0	563,3	571,7	594,0	550,5	497,7	-9,6%	-11,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>279,6</i>	<i>163,1</i>	<i>399,0</i>	<i>342,8</i>	<i>342,7</i>	<i>360,3</i>	<i>333,9</i>	<i>290,3</i>	-13,0%	-15,3%
Ménages	329 315,2	332 492,6	329 591,6	339 796,3	344 888,6	347 088,3	347 573,2	351 294,4	1,1%	3,4%
Dépôts à vue	72 368,2	73 972,2	72 591,0	73 430,5	74 212,4	75 338,8	75 689,0	77 478,6	2,4%	5,5%
Placements liquides ou à court terme	168 428,9	167 140,1	165 844,2	171 380,2	171 286,7	171 219,3	169 548,5	170 761,6	0,7%	-0,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	106 660,8	98 591,8	98 070,5	98 070,0	99 006,0	99 319,1	96 975,7	97 669,6	0,7%	-0,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>106 431,4</i>	<i>98 277,6</i>	<i>97 713,7</i>	<i>97 660,0</i>	<i>98 601,6</i>	<i>98 919,7</i>	<i>96 581,4</i>	<i>97 283,2</i>	0,7%	-0,4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>229,5</i>	<i>314,2</i>	<i>356,8</i>	<i>410,0</i>	<i>404,4</i>	<i>399,4</i>	<i>394,4</i>	<i>386,4</i>	-2,0%	-5,8%
Placements indexés sur les taux de marché	61 768,0	68 548,3	67 773,7	73 310,2	72 280,7	71 900,2	72 572,8	73 092,0	0,7%	-0,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>56 968,8</i>	<i>65 317,4</i>	<i>65 415,7</i>	<i>71 511,5</i>	<i>70 505,1</i>	<i>70 190,2</i>	<i>70 842,8</i>	<i>71 650,1</i>	1,1%	0,2%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>2 210,7</i>	<i>1 517,0</i>	<i>1 403,9</i>	<i>1 113,3</i>	<i>1 131,6</i>	<i>1 086,6</i>	<i>1 109,6</i>	<i>885,5</i>	-20,2%	-20,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>2 588,5</i>	<i>1 714,0</i>	<i>954,1</i>	<i>685,4</i>	<i>644,0</i>	<i>623,4</i>	<i>620,4</i>	<i>556,4</i>	-10,3%	-18,8%
Epargne à long terme	88 518,1	91 380,3	91 156,4	94 985,6	99 389,4	100 530,1	102 335,7	103 054,2	0,7%	8,5%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>13 845,2</i>	<i>15 171,6</i>	<i>16 428,3</i>	<i>17 553,9</i>	<i>18 089,4</i>	<i>18 141,2</i>	<i>18 223,2</i>	<i>18 400,2</i>	1,0%	4,8%
<i>dont portefeuille-titres</i>	<i>5 711,2</i>	<i>5 283,7</i>	<i>6 161,7</i>	<i>6 680,2</i>	<i>6 747,9</i>	<i>6 730,3</i>	<i>7 777,0</i>	<i>7 339,6</i>	-5,6%	9,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>6 222,9</i>	<i>5 057,9</i>	<i>4 324,7</i>	<i>4 092,3</i>	<i>3 945,5</i>	<i>3 829,1</i>	<i>3 622,3</i>	<i>3 427,7</i>	-5,4%	-16,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>62 738,8</i>	<i>65 867,1</i>	<i>64 241,7</i>	<i>66 659,4</i>	<i>70 606,7</i>	<i>71 829,5</i>	<i>72 713,1</i>	<i>73 886,7</i>	1,6%	10,8%
Autres agents	47 467,5	45 993,8	39 009,7	30 142,0	30 630,4	29 947,0	34 315,6	33 136,5	-3,4%	9,9%
Dépôts à vue	14 626,4	15 163,0	23 162,2	16 537,7	18 492,3	19 248,0	18 763,5	19 134,9	2,0%	15,7%
Placements liquides ou à court terme	19 662,9	30 639,0	15 744,3	13 494,8	12 030,9	10 587,2	15 449,0	13 898,9	-10,0%	3,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	3 281,3	2 406,2	2 044,0	2 185,2	2 205,2	2 212,6	2 191,4	2 600,1	18,7%	19,0%
Placements indexés sur les taux de marché	16 381,5	28 232,9	13 700,3	11 309,6	9 825,7	8 374,5	13 257,6	11 298,7	-14,8%	-0,1%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>16 103,2</i>	<i>27 822,5</i>	<i>13 662,8</i>	<i>11 278,2</i>	<i>9 808,5</i>	<i>8 357,2</i>	<i>13 240,3</i>	<i>11 281,4</i>	-14,8%	0,0%
Epargne à long terme	13 178,2	191,7	103,1	109,5	107,3	111,9	103,1	102,7	-0,3%	-6,2%
Total actifs financiers	487 925,5	486 482,6	476 646,1	473 624,7	475 404,1	484 567,1	492 114,8	497 770,8	1,1%	5,1%
Dépôts à vue	157 217,8	156 507,0	159 873,8	156 490,2	152 321,2	156 333,0	157 654,4	161 182,1	2,2%	3,0%
Placements liquides ou à court terme	228 454,1	238 052,0	224 973,8	221 476,0	223 014,5	226 998,0	231 471,2	232 934,1	0,6%	5,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	109 942,5	100 997,9	100 114,4	100 255,2	101 212,7	101 531,9	99 167,1	100 269,7	1,1%	0,0%
Placements indexés sur les taux de marché	118 511,5	137 054,1	124 859,4	121 220,8	121 801,8	125 466,2	132 304,1	132 664,3	0,3%	9,4%
Epargne à long terme	102 253,6	91 923,7	91 798,5	95 658,5	100 068,4	101 236,0	102 989,2	103 654,7	0,6%	8,4%

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	1 trim	1 an
Dépôts locaux	394 551,2	407 270,6	399 681,5	394 283,9	392 244,4	400 332,7	406 218,3	411 600,7	1,3%	4,4%
Dépôts à vue	157 217,8	156 507,0	159 873,8	156 490,2	152 321,2	156 333,0	157 654,4	161 182,1	2,2%	3,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	123 802,7	116 192,7	116 564,1	117 832,8	119 326,1	119 697,2	117 415,5	118 694,5	1,1%	0,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>109 263,7</i>	<i>100 683,7</i>	<i>99 757,6</i>	<i>99 845,2</i>	<i>100 807,8</i>	<i>101 132,1</i>	<i>98 772,4</i>	<i>99 883,2</i>	1,1%	0,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>229,7</i>	<i>314,2</i>	<i>356,8</i>	<i>410,0</i>	<i>404,9</i>	<i>399,8</i>	<i>394,7</i>	<i>386,6</i>	-2,0%	-5,7%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>13 860,2</i>	<i>15 194,8</i>	<i>16 449,6</i>	<i>17 577,6</i>	<i>18 113,4</i>	<i>18 165,3</i>	<i>18 248,4</i>	<i>18 424,8</i>	1,0%	4,8%
Dépôts à terme	109 472,3	129 117,0	121 170,1	118 304,5	118 891,2	122 642,9	123 487,5	130 295,5	5,5%	10,1%
Bons de caisse	4 058,5	2 253,9	2 073,4	1 656,4	1 705,9	1 659,6	1 660,9	1 428,6	-14,0%	-13,8%
Titres de créances négociables	0,0	3 200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6 000,0	0,0	n.s.	n.s.
Epargne hors zone d'émission	93 374,2	79 212,0	76 964,7	79 340,8	83 159,7	84 234,3	85 896,5	86 170,1	0,3%	8,6%
<i>dont actions</i>	<i>3 006,1</i>	<i>2 454,5</i>	<i>2 316,4</i>	<i>2 908,9</i>	<i>2 939,6</i>	<i>2 897,5</i>	<i>2 882,7</i>	<i>2 753,7</i>	-4,5%	-5,3%
<i>dont obligations</i>	<i>3 054,8</i>	<i>3 159,3</i>	<i>4 055,0</i>	<i>4 066,3</i>	<i>4 110,1</i>	<i>4 145,0</i>	<i>5 188,7</i>	<i>4 871,4</i>	-6,1%	19,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>4 980,8</i>	<i>2 483,2</i>	<i>1 615,8</i>	<i>1 259,9</i>	<i>1 204,7</i>	<i>1 163,6</i>	<i>1 155,7</i>	<i>940,2</i>	-18,6%	-25,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>19 593,8</i>	<i>5 247,9</i>	<i>4 735,7</i>	<i>4 446,3</i>	<i>4 298,6</i>	<i>4 198,7</i>	<i>3 956,3</i>	<i>3 718,1</i>	-6,0%	-16,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>62 738,8</i>	<i>65 867,1</i>	<i>64 241,7</i>	<i>66 659,4</i>	<i>70 606,7</i>	<i>71 829,5</i>	<i>72 713,1</i>	<i>73 886,7</i>	1,6%	10,8%
Total actifs financiers	487 925,5	486 482,6	476 646,1	473 624,7	475 404,1	484 567,1	492 114,8	497 770,8	1,1%	5,1%

Les concours des établissements locaux

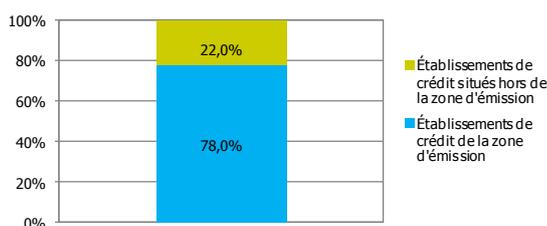
	En millions de F CFP								Variations	
	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	89 913,0	87 545,0	81 236,3	73 044,3	69 456,7	67 267,5	66 651,6	65 320,8	-2,0%	-10,6%
<i>Créances commerciales</i>	2 933,8	2 898,2	2 608,1	1 756,5	1 302,6	1 725,9	1 627,1	1 916,4	17,8%	9,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	47 458,7	46 751,1	40 199,7	37 173,7	33 549,6	32 511,0	31 389,2	30 589,2	-2,5%	-17,7%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	3 888,7	4 069,9	3 592,7	3 587,2	3 543,5	3 575,0	3 453,6	3 308,5	-4,2%	-7,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	39 520,5	37 895,7	38 428,5	34 114,2	34 604,4	33 030,6	33 635,4	32 815,3	-2,4%	-3,8%
Crédits d'investissement	52 541,2	56 665,8	59 987,5	65 332,5	64 448,3	63 564,4	65 284,5	67 510,6	3,4%	3,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	51 385,7	55 800,2	59 045,7	64 348,6	63 465,5	62 802,3	64 080,7	66 257,9	3,4%	3,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	5 101,5	4 852,7	4 540,4	4 402,0	4 321,0	4 248,0	4 358,2	4 574,4	5,0%	3,9%
<i>Crédit-bail</i>	1 155,5	865,6	941,8	983,9	982,7	762,1	1 203,8	1 252,8	4,1%	27,3%
Crédits à l'habitat	19 351,3	17 691,3	17 029,7	14 846,1	15 211,7	14 821,6	14 509,0	14 304,7	-1,4%	-3,6%
Autres crédits	14 859,4	9 427,8	8 801,5	5 579,7	5 221,7	5 135,4	5 263,8	5 091,3	-3,3%	-8,8%
Encours sain	176 664,9	171 329,9	167 055,0	158 802,7	154 338,4	150 788,9	151 708,9	152 227,4	0,3%	-4,1%
Ménages										
Crédits à la consommation	92 497,7	86 341,3	83 858,7	82 228,6	80 034,6	78 427,9	76 984,5	76 660,5	-0,4%	-6,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	86 064,1	80 447,5	78 729,3	77 340,8	75 317,6	73 565,7	72 473,0	72 090,7	-0,5%	-6,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 427,4	3 926,6	3 333,1	3 261,6	3 074,2	2 981,9	2 978,3	3 043,1	2,2%	-6,7%
<i>Crédit-bail</i>	2 006,2	1 967,2	1 796,3	1 626,2	1 642,8	1 880,3	1 533,3	1 526,7	-0,4%	-6,1%
Crédits à l'habitat	136 474,9	142 474,1	146 335,4	149 151,3	149 846,2	150 850,6	152 423,1	153 981,6	1,0%	3,2%
Autres crédits	6 082,4	6 717,6	6 910,0	8 130,9	8 836,6	10 134,3	11 267,9	11 991,8	6,4%	47,5%
Encours sain	235 055,0	235 533,0	237 104,2	239 510,7	238 717,4	239 412,8	240 675,5	242 633,9	0,8%	1,3%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	625,4	646,6	1 715,6	5 079,8	5 312,8	5 793,9	5 409,2	4 966,4	-8,2%	-2,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	553,5	594,4	1 715,6	5 079,8	5 312,8	5 793,8	5 409,2	4 963,6	-8,2%	-2,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	71,9	52,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	2,8	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	7 195,7	8 088,1	7 262,3	6 564,7	6 526,6	6 480,4	6 069,6	7 908,5	30,3%	20,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	7 195,7	8 088,1	7 262,3	6 564,7	6 526,6	6 480,4	6 064,6	7 903,7	30,3%	20,4%
<i>Crédit-bail</i>							5,0	4,7	n.s.	n.s.
Crédits à l'habitat	379,2	340,9	308,0	281,2	279,4	267,8	266,0	254,4	-4,3%	-9,5%
Autres crédits	248,8	219,8	386,7	346,2	319,3	314,0	309,8	309,8	0,0%	-10,5%
Encours sain	8 449,1	9 295,4	9 672,6	12 271,9	12 438,0	12 856,1	12 054,6	13 439,1	11,5%	9,5%
Autres agents										
Encours sain	8 846,0	8 947,3	10 130,1	11 406,9	10 873,7	11 358,5	11 072,6	11 714,2	5,8%	2,7%
TOTAL										
Encours sain	429 015,0	425 104,5	423 961,8	421 992,2	416 367,5	414 416,4	415 511,6	420 014,7	1,1%	-0,5%
Créances douteuses brutes	53 177,0	60 034,5	58 063,6	60 849,5	62 205,7	63 428,3	63 205,3	61 557,1	-2,6%	1,2%
<i>Créances douteuses nettes</i>	27 106,6	31 152,1	26 527,3	24 879,3	25 706,6	25 887,5	25 065,0	23 806,3	-5,0%	-4,3%
<i>(dt) Entreprises</i>	21 859,3	23 647,4	19 749,4	17 367,0	17 980,2	17 853,5	16 734,4	15 975,1	-4,5%	-8,0%
<i>(dt) Ménages</i>	5 214,0	7 460,6	6 742,5	7 425,2	7 691,7	7 979,3	7 386,5	6 879,3	-6,9%	-7,4%
<i>Provisions</i>	26 070,4	28 882,4	31 536,3	35 970,1	36 499,1	37 540,8	38 140,3	37 750,7	-1,0%	5,0%
Encours brut total	482 192,0	485 140,0	482 025,5	482 841,7	478 573,2	477 844,7	478 716,9	481 571,7	0,6%	-0,3%
<i>Taux de créances douteuses</i>	11,0%	12,4%	12,0%	12,6%	13,0%	13,3%	13,2%	12,8%	-0,4 pt	0,2 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	49,0%	48,1%	54,3%	59,1%	58,7%	59,2%	60,3%	61,3%	1,0 pt	2,2 pts

Les crédits à l'économie

Ensemble des établissements de crédit

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	90 206,2	88 669,4	81 559,2	73 439,8	69 762,4	67 588,2	66 981,6	65 648,6	-2,0%	-10,6%
<i>Créances commerciales</i>	3 033,2	2 995,3	2 727,2	1 879,3	1 419,9	1 837,6	1 735,6	2 023,2	16,6%	7,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	47 458,7	46 751,4	40 199,9	37 173,9	33 550,0	32 511,5	31 389,8	30 589,6	-2,5%	-17,7%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	3 888,7	4 069,9	3 592,7	3 587,2	3 543,5	3 575,0	3 453,6	3 308,5	-4,2%	-7,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	39 714,3	38 922,7	38 632,1	34 386,6	34 792,5	33 239,2	33 856,1	33 035,9	-2,4%	-3,9%
Crédits d'investissement	63 344,4	66 117,5	68 693,2	70 439,6	69 404,7	68 546,0	70 469,3	72 423,6	2,8%	2,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	61 895,8	64 973,8	67 501,3	69 222,8	68 185,0	67 559,9	69 046,2	70 956,1	2,8%	2,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	5 133,9	4 906,5	4 540,4	4 402,0	4 321,0	4 248,0	4 358,2	4 574,4	5,0%	3,9%
<i>Crédit-bail</i>	1 448,6	1 143,7	1 191,9	1 216,7	1 219,8	986,0	1 423,1	1 467,5	3,1%	20,6%
Crédits à l'habitat	19 374,1	17 711,1	17 886,9	15 692,2	16 055,4	15 662,2	15 346,6	14 316,3	-6,7%	-8,8%
Autres crédits	14 859,4	9 427,8	8 801,5	5 579,7	5 221,7	5 135,4	5 263,8	5 091,3	-3,3%	-8,8%
Encours sain	187 784,1	181 925,8	176 940,8	165 151,3	160 444,2	156 931,8	158 061,3	157 479,8	-0,4%	-4,6%
Ménages										
Crédits à la consommation	98 073,2	91 983,6	89 678,4	88 344,9	86 128,4	84 496,1	83 235,2	83 139,6	-0,1%	-5,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	91 639,6	86 088,6	84 549,0	83 454,8	81 409,1	79 630,9	78 720,6	78 566,7	-0,2%	-5,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 427,4	3 926,6	3 333,1	3 261,6	3 074,2	2 981,9	2 978,3	3 043,1	2,2%	-6,7%
<i>Crédit-bail</i>	2 006,2	1 968,4	1 796,3	1 628,5	1 645,1	1 883,3	1 536,3	1 529,8	-0,4%	-6,1%
Crédits à l'habitat	164 833,7	171 789,7	175 465,6	178 083,0	178 423,8	178 795,8	180 234,4	181 820,6	0,9%	2,1%
Autres crédits	6 082,4	6 717,6	6 941,6	8 375,8	9 062,3	10 357,7	11 496,6	12 240,3	6,5%	46,1%
Encours sain	268 989,4	270 491,0	272 085,6	274 803,6	273 614,6	273 649,5	274 966,2	277 200,6	0,8%	0,9%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	625,4	4 226,6	1 715,6	5 079,8	5 312,8	5 793,9	5 409,2	4 966,4	-8,2%	-2,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	553,5	4 174,3	1 715,6	5 079,8	5 312,8	5 793,8	5 409,2	4 963,6	-8,2%	-2,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	71,9	52,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	2,8	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	86 429,0	92 103,0	89 583,8	84 589,9	85 325,5	82 980,1	87 764,6	85 959,6	-2,1%	1,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	86 427,1	92 103,0	89 583,8	84 589,9	85 325,5	82 980,1	87 759,6	85 949,3	-2,1%	1,6%
Crédits à l'habitat	2 811,2	1 263,5	1 135,3	1 010,8	1 009,0	947,5	945,6	883,6	-6,6%	-12,6%
Autres crédits	248,8	351,1	386,7	346,2	319,3	314,0	309,8	309,8	0,0%	-10,5%
Encours sain	90 114,4	97 944,2	92 821,4	91 026,7	91 966,5	90 035,5	94 429,3	92 119,4	-2,4%	1,2%
Autres agents										
Encours sain	8 846,0	9 135,3	10 311,6	11 570,4	11 285,1	11 522,7	11 464,7	11 864,2	3,5%	2,5%
TOTAL										
Encours sain	555 733,9	559 495,3	552 159,5	542 552,0	537 310,4	532 139,6	538 921,6	538 663,9	0,0%	-0,7%
<i>dont ECHZE</i>	126 719,0	134 390,8	128 197,7	120 559,8	120 942,9	117 723,2	123 410,0	118 649,3	-3,9%	-1,6%
Créances douteuses brutes	54 081,2	62 455,9	59 132,0	61 572,0	62 930,3	64 294,9	64 069,0	62 317,1	-2,7%	1,2%
<i>Créances douteuses nettes</i>	27 900,8	33 359,7	27 385,9	25 396,8	26 228,2	26 551,6	25 726,8	24 366,1	-5,3%	-4,1%
<i>(dt) Entreprises</i>	22 377,3	24 915,8	20 188,4	17 409,6	18 023,3	17 883,3	16 763,9	15 977,3	-4,7%	-8,2%
<i>(dt) Ménages</i>	5 490,2	7 778,3	7 162,0	7 900,0	8 170,2	8 613,6	8 018,8	7 436,9	-7,3%	-5,9%
<i>Provisions</i>	26 180,3	29 096,2	31 746,2	36 175,3	36 702,1	37 743,3	38 342,3	37 951,0	-1,0%	4,9%
Encours brut total	609 815,1	621 952,2	611 291,5	604 124,0	600 240,7	596 434,4	602 990,6	600 981,0	-0,3%	-0,5%
<i>Taux de créances douteuses</i>	8,9%	10,0%	9,7%	10,2%	10,5%	10,8%	10,6%	10,4%	-0,3 pt	0,2 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	48,4%	46,6%	53,7%	58,8%	58,3%	58,7%	59,8%	60,9%	1,1 pt	2,1 pts

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN
Éditeur et imprimeur : IEOM - Achevé d'imprimer : Mars 2015